Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
- 9 06. 1971
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

YC.

Coordination L. 11.402/2.

F

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 28 avril 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "mettant le texte de certaines dispositions légales et réglementaires en concordance avec les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail", a donné le 10 mai 1971 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e april 1971 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de tekst van sommige wets- en verordeningsbepalingen in overeenstemming wordt gebracht met de bepalingen van de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen", heeft de 10e mei 1971 het volgend advies gegeven :

R. S.
Uitgang

Se fondant sur l'article 105 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, le projet tend à mettre en concordance avec les dispositions de cette loi les articles 4, alinéa 2, et 10 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

/Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 3 juillet 1967 que, dans les matières régies par les articles 4, alinéa 2, et 10 de cette loi, le législateur , en faisant référence aux lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, a entendu assurer un parallélisme permanent entre le régime du secteur privé et celui du secteur public./

En conséquence, c'est à bon droit que le Gouvernement interprète l'article 105 précité de la loi du 10 avril 1971 comme permettant au Roi de remplacer ces références aux lois coordonnées par des références à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Préambule.

Comme l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967 constitue le fondement légal des articles 2 à 4 du projet, il est proposé de rédiger en ces termes la finale de l'alinéa 2 du préambule : "... notamment, les articles 1er, 4, alinéa 2, et 10".

.../...

Article 1er.

Il y a lieu de relever que cet article ne peut pas entrer en vigueur avant que l'article 105 de la loi du 10 avril 1971, qui en constitue le fondement légal, n'ait été mis en vigueur.

*
* *

La référence faite par le 1° de l'article 1er à l'article 39 de la loi du 10 avril 1971 devrait être précisée par la mention des alinéas 1er, 3 et 4 de cet article.

Par ailleurs, il conviendrait de modifier l'article 2, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1967 pour le mettre en concordance avec l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 - qui définit l'accident sur le chemin du travail - compte tenu du fait que par l'entrée en vigueur de l'article 104, 8°, de la même loi, l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail sera abrogé.

Eu égard aux observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public :

.../...

1° L'article 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Est également considéré comme accident du travail, l'accident survenu sur le chemin du travail, qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail".

2° L'article 4, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la rémunération annuelle dépasse le montant fixé en application de l'article 39, alinéas ler, 3 et 4, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, elle n'est prise en considération pour la fixation de la rente qu'à concurrence de cette somme".

3° A l'article 10, les mots "aux conditions définies par les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail" sont remplacés par les mots : "aux conditions définies par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail".

Articles 3 et 4.

Il y a lieu de faire précéder la disposition nouvelle de l'article 3 par les mots "Article 11" et celle de l'article 4 par les mots "Article 27".

Article 5.

Il ressort de l'article 106, alinéa ler, de la loi du 10 avril 1971 que les diverses dispositions de cette loi pourraient entrer en vigueur à des dates différentes. L'entrée

.../...

en vigueur de chacune des dispositions du projet doit donc faire l'objet d'une mention distincte.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

1° L'article 1er, 1°, produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

2° L'article 1er, 2°, produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de l'article 39 de la même loi.

3° L'article 1er, 3°, produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur des articles ... de la même loi.

4° L'article 2, 1°, produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur des articles ... de la même loi.

5° L'article 2, 2°, produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur des articles ... de la même loi.

6° Les articles 3 et 4 produisent leurs effets le jour de l'entrée en vigueur de l'article 49 de la même loi".

Observation finale.

L'article 18 de la loi du 3 juillet 1967 dispose que :

"Les rentes dues en vertu de la présente loi aux victimes ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ou saisissables que pour les mêmes causes et dans les mêmes limites que celles qui sont applicables aux rentes et indemnités allouées en exécution des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles".

.../...

Ce texte renvoyait implicitement à l'article 11 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, qui était rédigé de la façon suivante :

"Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

Ces indemnités sont cessibles à concurrence de deux cinquièmes au plus et saisissables à concurrence d'un cinquième au plus, au profit des organismes d'assurance contre la maladie et l'invalidité habilités aux fins de l'exécution de la législation sur la sécurité sociale pour les sommes payées par eux à un assuré, victime d'un accident du travail".

Or, cet article 11 a été abrogé par l'article 35, 17°, de l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, la matière étant réglée par l'article 1410, § 1er, 5°, de ce Code qui détermine dans quelle mesure peuvent être cédées ou saisies les indemnités et rentes payées en vertu de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

La loi du 10 avril 1971 n'ayant plus repris une disposition semblable à l'article 11 des lois coordonnées, il y a donc lieu d'interpréter actuellement l'article 18 de la loi du 3 juillet 1967 en ce sens qu'il renvoie implicitement à l'article 1410, § 1er, 5°, du Code judiciaire.

Op grond van artikel 105 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 bedoelt het ontwerp met de bepalingen van die wet in overeenstemming te brengen de artikelen 4, tweede lid, en 10 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

De parlementaire voorbereiding van de wet van 3 juli 1967 wijst uit dat de wetgever in de materie welke de artikelen 4, tweede lid, en 10 van die wet regelen, onder verwijzing naar de gecoördineerde wetten op de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen, een blijvend parallellisme tussen de regeling voor de particuliere sector en de regeling voor de overheidssector tot stand heeft willen brengen.

Derhalve interpreteert de Regering artikel 105 van de wet van 10 april 1971 terecht zo, dat het de Koning machtigt om die verwijzingen naar de gecoördineerde wetten te vervangen door verwijzingen naar de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Aanhef.

Aangezien artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 de rechtsgrond oplevert voor de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp, wordt voorgesteld het tweede lid van de aanhef als volgt te eindigen : "... inzonderheid op de artikelen 1, 4, tweede lid, en 10".

.../...

Artikel 1.

Er moge op worden gewezen dat dit artikel niet in werking kan treden vooraleer artikel 105 van de wet van 10 april 1971, waaraan het zijn rechtsgrond ontleent, in werking is gesteld.

*
* *

Onder 1° van artikel 1 wordt verwezen naar artikel 39 van de wet van 10 april 1971; nauwkeuriger zou zijn : artikel 39, eerste, derde en vierde lid.

Ook artikel 2, tweede lid, van de wet van 3 juli 1967 zou gewijzigd moeten worden ter overeenstemming met artikel 8 van de wet van 10 april 1971 - hetwelk een omschrijving geeft van het begrip "arbeidsongeval op de weg naar en van het werk" - met inachtneming van het feit dat, door de inwerkingtreding van artikel 104, 8°, van dezelfde wet, de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit ongevallen die zich op de wet naar of van het werk voordoen, zal worden opgeheven.

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 1.-

In de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° Artikel 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Als arbeidsongeval wordt ook aangemerkt het ongeval dat zich voordoet op de weg naar en van het werk en voldoet aan de vereisten om er een te zijn in de zin van artikel 8 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971".

2° Artikel 4, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Overschrijdt de jaarlijkse bezoldiging het bedrag dat is vastgesteld op grond van artikel 39, eerste, derde en vierde lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, dan wordt zij slechts tot dat bedrag in aanmerking genomen voor het vaststellen van de rente".

3° In artikel 10 worden de woorden "onder de voorwaarden bepaald in de gecoördineerde wetten op het herstel van de schade uit arbeidsongevallen" vervangen door de woorden : "onder de voorwaarden bepaald in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971".

Artikelen 3 en 4.

De nieuwe bepaling van artikel 3 moet worden voorafgegaan door de woorden "Artikel 11" en die van artikel 4 door de woorden "Artikel 27".

Artikel 5.

Uit artikel 106, eerste lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 blijkt dat de onderscheiden bepalingen van die wet op verschillende data in werking kunnen treden.

.../...

Daarom moet aan de inwerkingstelling van iedere bepaling van het ontwerp een afzonderlijke vermelding worden gewijd.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

1° Artikel 1, 1°, heeft uitwerking de dag waarop artikel 8 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 in werking treedt.

2° Artikel 1, 2°, heeft uitwerking de dag waarop artikel 39 van dezelfde wet in werking treedt.

3° Artikel 1, 3°, heeft uitwerking de dag waarop de artikelen ... van dezelfde wet in werking treden.

4° Artikel 2, 1°, heeft uitwerking de dag waarop de artikelen ... van dezelfde wet in werking treden.

5° Artikel 2, 2°, heeft uitwerking de dag waarop de artikelen ... van dezelfde wet in werking treden.

6° De artikelen 3 en 4 hebben uitwerking de dag waarop artikel 49 van dezelfde wet in werking treedt".

Slotopmerking.

Artikel 18 van de wet van 3 juli 1967 bepaalt :

"De krachtens deze wet aan de getroffenen en hun rechthebbenden verschuldigde renten zijn niet voor overdracht of beslag vatbaar dan om dezelfde redenen en binnen dezelfde perken als die welke van toepassing zijn op de in uitvoering van de wetten inzake herstel van schade uit arbeidsongevallen of uit beroepsziekten toegekende renten en vergoedingen".

.../...

Deze tekst verwees stilzwijgend naar artikel 11 van de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen, hetwelk als volgt was geredigeerd :

"De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan door ongevallen getroffenen of aan de rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

Deze vergoedingen zijn vatbaar voor overdracht ten belope van ten hoogste twee vijfde en voor beslag ten belope van ten hoogste één vijfde, ten bate van de organismen voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit, die bevoegd werden verklaard om de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid toe te passen, voor de sommen welke door hen aan verzekerde, slachtoffer van een arbeidsongeval, werden uitbetaald".

Het bewuste artikel 11 is echter opgeheven bij artikel 35, 17°, van artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. De stof is nu geregeld in artikel 1410, § 1, 5°, van dat Wetboek, hetwelk bepaalt in welke mate de uitkeringen en renten, betaald krachtens de wetgeving op de vergoeding van schade uit arbeidsongevallen, overgedragen of in beslag genomen kunnen worden.

Aangezien de wet van 10 april 1971 geen bepaling als die van artikel 11 van de gecoördineerde wetten meer bevat, moet artikel 18 van de wet van 3 juli 1967 thans dus zo worden geïnterpreteerd, dat het stilzwijgend verwijst naar artikel 1410, § 1, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER, M. VERSCHELDEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.